Ethiopie-Somalie : une intervention sur ordre US

vendredi 19 janvier 2007, par NANGA Jean (Date de rédaction antérieure : 18 janvier 2007).

La prise de Mogadiscio, le 28 décembre 2006, par l'armée éthiopienne a mis fin à un processus complexe de réunification et de réconciliation de la Somalie, qui était préjudiciable aux intérêts américains.

L'intervention de l'armée éthiopienne est censée mettre fin à la situation dramatique vécue par le peuple somalien depuis la chute, en 1991, de l'autocrate Mohamed Syad Bare, qui dirigeait la Somalie depuis 1969. Pendant près de quinze ans, de 1993 à 2006, ce pays a été dépourvu d'État central souverain sur l'ensemble du territoire. La crise du régime de Syad Bare, s'était en effet achevée par la sécession, au nord-ouest, du Somaliland et l'autonomie, à l'est, du Puntland. Mogadiscio de son côté a été la proie de « seigneurs de la guerre » rivaux. L'absence d'État central ne signifiait nullement l'arrêt des activités économiques licites et illicites (trafics de stupéfiants, d'armes, etc.). Les structures dites traditionnelles ont conservé un poids très important dans la société somalienne, un clan pouvant rassembler des centaines de milliers d'individus.

Les « seigneurs de la guerre » ont été défaits par l'Union des tribunaux islamiques (UTI), en juin 2006, à Mogadiscio et dans d'autres villes. C'était pour l'UTI une étape importante dans le processus de réunification de la Somalie, après cinq ans d'échec des protagonistes somaliens et de la « communauté internationale » à concrétiser la réunification avec un gouvernement fédéral de transition (GFT). Les « seigneurs de la guerre », hostiles au retour d'un État central préjudiciable à leurs affaires, avaient empêché le GFT de s'installer à Mogadiscio, et ils l'avaient obligé à s'installer à Baidoa dans le sud-ouest somalien.

Le départ de Mogadiscio des « seigneurs de la guerre » a été suivi de la volonté exprimée par l'UTI d'une redéfinition de la nature du futur État somalien à l'image de ce qu'ils ont fait à Mogadiscio où, en quelques mois, a été instauré un ordre politique islamique. Cette nouvelle configuration de la réunification somalienne n'était pas du goût de l'Éthiopie, allergique à l'évocation par l'UTI de la grande Somalie incluant la région éthiopienne de l'Ogaden, cause d'une guerre entre les deux États en 1978 qui a été perdue par la Somalie. Ainsi, après avoir aidé sans succès les « seigneurs de la guerre » contre l'UTI, l'Éthiopie a imposé la solution militaire, au moment où la « communauté internationale » négociait l'infléchissement du projet islamiste de réconciliation nationale défendu par l'UTI. Un projet auquel avait adhéré, en novembre 2006, la présidence de la province autonome du Puntland en instituant la Charia et qui bénéficiait du soutien des islamistes somalis du nord-est kenyan, partisans de la grande Somalie.

Les appétits impérialistes

L'expédition éthiopienne a été sponsorisée par les États-Unis, principal soutien militaire et financier des « seigneurs de guerre » en belligérance contre l'UTI, accusée d'être liée au réseau Al Qaida. La réconciliation nationale somalienne sous hégémonie militaire de l'UTI était en effet préjudiciable aux

intérêts américains. D'une part, à cause de la position stratégique de la Somalie dont le nord, longeant le Golfe d'Aden où passe l'une des principales routes du pétrole, ne doit pas échapper au contrôle des États-Unis. D'où la mise sur pied de la Combined Join Task Force - Horn of Africa censée contrer le terrorisme qui avait déjà frappé le navire américain USS Core, dans le port d'Aden. D'autre part, les États-Unis - qui ont une base au Kenya, à 100 kilomètres de la frontière avec la Somalie - soutiennent la création d'une Brigade d'intervention d'Afrique de l'Est (EASBRIG) à laquelle la nouvelle donne somalienne offrait une occasion de concrétisation. Par son intervention court-circuitant la réconciliation-réunification par voie négociée, excluant désormais l'UTI, l'Éthiopie obtient une « sécurisation » de sa frontière, voire un autre accès indirect à la mer, mais elle a surtout fait avancer la Pax Americana dans cette région africaine.

Mais surtout, la Somalie est riche en ressources naturelles - bauxite, cuivre, gaz naturel, pétrole, uranium… - et les multinationales pétrolières américaines Amoco, Chevron, Conoco et Philips ont obtenu en 1986 le droit à l'exploration pétrolière sur les deux tiers du territoire somalien. Cette exploration fut interrompue en 1993 pour cause d'embrasement national. La réussite de l'opération militaire américaine Restore Hope en 1994 aurait permis la continuation de l'exploration pétrolière, sous protection militaire mais ce fut un échec. L'exploration pétrolière a été reprise en 2001, mais par Total-Fina-Elf dont le contrat d'exploration, signé avec le gouvernement de transition, a été contesté par les autres fractions politiques somaliennes. Par ailleurs, Total est présente au Somaliland depuis la fin des années 1990 et le capital français espérait accroître sa présence à la faveur de la réconciliation nationale, à en croire le président du Sénat, Christian Poncelet qui disait en mars 2006 : *« En Somalie, la situation reste certes précaire, mais l'État de droit se restaure progressivement. Si le processus va à son terme, nos entreprises ont tout intérêt à se tenir prêtes à répondre à une énorme demande de reconstruction »*.

Total a été suivi en 2005 par l'entreprise australienne Range Resources qui a obtenu, des autorités locales du Puntland, 50,1 % de toute exploration et exploitation pétrolière, et de toutes les mines, au grand dam du GFT qui se considère maître des ressources nationales depuis son institution. La Chine, déjà présente économiquement en Somalie, semble manifester de l'intérêt pour le pétrole somalien, en s'appuyant sur sa présence en la matière au Soudan, et tout récemment au Kenya. Cette poussée des autres capitalismes ne pouvait que déplaire aux États-Unis, obsédés par leur hégémonie économique, surtout en matière pétrolière. D'où cette nouvelle entreprise barbare, sous le prétexte de la « lutte contre le terrorisme ».

Une fois de plus, les stratèges américains ont confondu volonté de paix d'un peuple et acceptation d'une invasion étrangère. Une grande partie du peuple somalien demande le départ immédiat des troupes éthiopiennes et exprime sa méfiance à l'égard d'un GFT - encore à Baidoa - porté par des armées étrangères. Ce à quoi l'armée américaine répond en bombardant des villages du Sud somalien, censés abriter l'UTI. La folie impérialiste n'a pas de limites.

P.-S.

* Paru dans Rouge n°2189 du 18 janvier 2007.